

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.766/4
DU 2 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre du Budget, le 4 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux activités d'audit interne dans certains services du pouvoir exécutif fédéral", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. L'article 4, alinéa 1^{er}, du projet prévoit que

"La définition des conditions d'exécution des activités d'audit interne, de leurs moyens d'action et de leurs critères de qualité relève des normes professionnelles établies au niveau international ou européen."

Le rapport au Roi qui accompagne le projet précise :

"L'article 4 précise que ce référentiel est le même qu'au niveau européen. Il s'agit des normes professionnelles élaborées par l'IIA (Institute of Internal Auditors). Il convient de souligner que ce cadre de référence correspond aux options prises dès 2002 dans le but de garantir le professionnalisme de l'activité d'audit interne, même si l'ancrage n'a pas été explicité dans le dispositif normatif initial."

.../...

Une telle disposition est trop imprécise, comme la section de législation du Conseil d'État l'a également relevé dans son avis 42.545/4, donné le 16 avril 2007, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 26 mai 2002 relatif au système de contrôle interne au sein des services publics fédéraux", ainsi que dans son avis 42.767/4, donné ce jour, sur un projet d'arrêté royal "portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale".

L'article 4, alinéa 1^{er}, du projet devrait donc mieux identifier dans le texte ces normes internationales et européennes et le cas échéant, habiliter le Ministre du Budget à en compléter la liste.

2. Selon l'article 1^{er} du projet, il aura vocation à s'appliquer tant aux services de l'administration générale qu'à d'autres services énumérés limitativement dans cet article.

Pour ce qui concerne les services de l'administration générale (services publics fédéraux, services publics fédéraux de programmation et Ministère de la Défense), les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution confèrent au Roi le pouvoir de régler l'organisation de ces services ⁽¹⁾. Tant la jurisprudence que la doctrine déduisent des dispositions constitutionnelles précitées que la création et l'organisation des services de l'administration générale sont de la compétence exclusive du Roi ⁽²⁾.

La Régie des Bâtiments, le Bureau fédéral du Plan, l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile, le Service des pensions du secteur public et l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé sont des organismes d'intérêt public (dotés de la personnalité juridique),

⁽¹⁾ Voir l'avis 37.904/4, donné le 22 décembre 2004, sur une proposition de loi "visant à créer un SPF Migrations, à supprimer l'Office des étrangers et à transférer les missions de politique des étrangers et d'asile du SPF Intérieur au SPF Migrations" (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n/ 1465/002).

⁽²⁾ Voir notamment : arrêt de la Cour d'arbitrage, n/ 99/2004, du 2 juin 2004, cons. B.6.2.; J. Velaers, *De Grondwet en de Raad van State, afdeling wetgeving*, Maklu, Anvers, 1999, p. 369; F. Delpérée, *Le droit constitutionnel de la Belgique*, Bruylant, Bruxelles, 2000, § 898.

classés dans la catégorie A, telle que visée dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Or, comme la section de législation du Conseil d'État l'a rappelé souvent, c'est au législateur qu'il appartient de régler les éléments essentiels de l'organisation, du fonctionnement et du contrôle des organismes d'intérêt public.

La loi du 16 mars 1954 ne contient aucune habilitation au Roi quant au système de contrôle interne des organismes d'intérêt public. Parmi les dispositions visées au préambule, seul l'article 6 de la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments prévoit explicitement :

"La Régie organise un contrôle interne et un audit interne. Leur organisation et leur structure sont définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres."

Néanmoins, le Roi ayant été habilité à régler, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'organisation et le fonctionnement de différents organismes d'intérêt public par l'article 2, alinéa 2, de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'article 63 de la loi-programme du 19 juillet 2001 (en ce qui concerne l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile)⁽³⁾, l'article 30 de la loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur public" et l'article 22 de la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, ceux-ci peuvent aussi servir de fondement légal à l'arrêté en projet.

En ce qui concerne le Bureau fédéral du Plan, l'article 124 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses ne procure pas de fondement légal à l'arrêté en projet.

⁽³⁾ L'attention des auteurs du projet est cependant attirée sur ce que cet article 63 est abrogé par l'article 70 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, et ce, à une date à déterminer par le Roi en application de l'article 74 de la même loi. À cette même date le fondement légal de l'arrêté en projet sera procuré, pour ce qui concerne l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile par l'article 55, alinéa 2, de la loi du 17 janvier 2007, précitée.

Observations particulières

Préambule

1. L'alinéa 2 du préambule doit être omis car l'article 248 du Traité instituant la Communauté européenne ne peut servir de fondement juridique au projet.

2. En outre, conformément aux règles usuelles de légistique formelle ⁽⁴⁾, lorsqu'un rapport au Roi, destiné à la publication, précède l'arrêté, les considérants deviennent inutiles.

En tout état de cause, l'attention des auteurs du projet est attirée sur ce que le deuxième considérant vise expressément la police fédérale alors que celle-ci n'est visée ni dans le rapport au Roi ni dans l'article 1^{er} du projet.

À ce sujet, la section de législation du Conseil d'État a relevé, dans son avis 42.545/4 précité, qu'à défaut pour les auteurs du projet de pouvoir invoquer un fondement légal pertinent ⁽⁵⁾, le projet d'arrêté ne pourrait être rendu applicable à la police fédérale.

Dispositif

Article 2

L'article 2, § 2, dispose :

"Lorsqu'un Service est rattaché à plusieurs ministres, à un ou des ministre(s) et à un ou des secrétaire(s) d'État, les dispositions qui visent le ministre concerné, tel que défini au 4/ du paragraphe précédent, doivent être lues de manière à tenir compte de cette pluralité."

⁽⁴⁾ Voir la circulaire de légistique - recommandations et formules, novembre 2001, spéc. p. 32 (www.raadvst-consetat.be).

⁽⁵⁾ Dans le même avis, la section de législation a observé que l'article 142 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, ne peut constituer le fondement légal requis.

S'agissant de viser le ou les ministre(s), il convient sans doute de lire dans la disposition du projet "au 6/ du paragraphe précédant" et non "au 4/ du paragraphe précédant".

Selon le rapport au Roi

"Prenant acte du fait qu'il n'existe pas de correspondance stricte «un ministre - un SPF (ou SPP)», le paragraphe 2 précise la marche à suivre pour la mise en oeuvre du présent arrêté lorsque plusieurs ministres et/ou secrétaires d'État ont un même Service dans leurs attributions."

Ces précisions ne permettent pas de comprendre la portée réelle de la disposition du projet ni de déterminer la manière dont elle sera concrètement mise en pratique.

La disposition devrait être revue pour mieux exprimer l'intention de l'auteur du projet, à tout le moins, le rapport au Roi doit être complété sur ce point.

Article 4

Il est renvoyé à l'observation générale 1.

Article 17

L'article 17 du projet modifie l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, afin de tenir compte du projet présentement examiné.

Le texte modificatif se réfère à l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public.

.../...

En application de son article 1^{er}, l'arrêté royal du 16 novembre 2006 précité ne vise que les trois organismes d'intérêt public suivants :

- 1/ l'Agence fédérale d'accueil des Demandeurs d'Asile;
- 2/ la Régie des Bâtiments;
- 3/ le Bureau fédéral du Plan.

La section de législation se demande s'il ne convient pas d'adapter dans le même sens les dispositions applicables aux autres organismes d'intérêt public visés par le projet, à savoir, le Service des Pensions du Secteur public et l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé.

2. Le 4/ en projet de l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 précité renvoie expressément, pour la fonction d'encadrement - 1 de "responsable des activités d'audit interne" aux "modalités de désignation et d'exercice de la fonction" réglée par l'arrêté royal du 16 novembre 2006 précité.

La section de législation se demande comment combiner ce renvoi avec diverses dispositions de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 précité, notamment les articles 5, § 2 et 8, alinéa 2, qui ne sont pas modifiés par le projet d'arrêté et qui ne visent pas la fonction "d'encadrement - 1 responsable des activités d'audit interne".

La même question se pose pour le Service des Pensions du Secteur public et l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, dont il a été question ci-dessus.

Le rapport au Roi doit, à tout le moins, être complété pour tenir compte des observations qui précèdent.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.766/4
VAN 2 MEI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 4 april 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de interne auditactiviteiten binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat kan worden nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 4, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"De definitie van de voorwaarden waaronder de interne auditactiviteiten worden uitgevoerd, van hun actiemiddelen en van hun kwaliteitsnormen, valt onder de beroepsnormen die op internationaal en Europees vlak zijn vastgelegd."

.../...

In het bijgaande verslag aan de Koning wordt het volgende gepreciseerd :

"Artikel 4, verduidelijkt dat dit referentiekader hetzelfde is als op het vlak van de Europese Unie. Het gaat om beroepsnormen uitgewerkt door het Instituut voor interne auditors (IIA). Hier dient erop gewezen dat het referentiekader overeenkomt met de opties die sinds 2002 genomen zijn om het beroepskarakter van de activiteit van interne audit te waarborgen, ook al is de verankering niet met zoveel woorden verduidelijkt in het oorspronkelijk normerend apparaat."

Een zodanige bepaling is te vaag; de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft daar trouwens reeds op gewezen in haar advies 42.545/4, op 16 april 2007 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 mei 2002 betreffende het Intern controlesysteem binnen de federale overheidsdiensten", alsmede in haar advies 42.767/4, heden verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van het auditcomité voor de federale overheid".

In de tekst van artikel 4, eerste lid, van het ontwerp zou dus nauwkeuriger moeten worden bepaald om welke internationale en Europese normen het gaat en zou in voorkomend geval, de Minister van Begroting machtiging moeten worden verleend om de lijst ervan aan te vullen.

2. Luidens artikel 1 van het ontwerp is dit besluit bedoeld om te worden toegepast zowel op de diensten van het algemeen bestuur als op andere in dit artikel op limitatieve wijze opgesomde diensten.

Voor de diensten van het algemeen bestuur (federale overheidsdiensten, federale programmatorische overheidsdiensten en Ministerie van Landsverdediging), verlenen de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet de Koning de bevoegdheid om de organisatie van die diensten te regelen ⁽¹⁾. Zowel in de rechtspraak als in de

⁽¹⁾ Zie advies 37.904/4, op 22 december 2004 verstrekt over een voorstel van wet "tot oprichting van een FOD Migratie, tot afschaffing van de Dienst Vreemdelingenzaken en tot overheveling van de taken inzake het vreemdelingen- en het asielbeleid van de FOD Binnenlandse Zaken naar de FOD Migratie" (Parl. St., Kamer, 2004/2005, nr. 1465/002).

rechtsleer wordt uit de voormelde grondwetsbepalingen afgeleid dat het oprichten en organiseren van de diensten van algemeen bestuur uitsluitend zaak van de Koning is ⁽²⁾.

De Regie der Gebouwen, het Federaal Planbureau, het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers, de Pensioendienst voor de Overheidssector en het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten zijn instellingen van openbaar nut (met rechtspersoonlijkheid), ingedeeld bij categorie A, zoals bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er evenwel herhaaldelijk op gewezen dat het aan de wetgever staat de kernpunten te regelen van de organisatie, de werkwijze en de controle van de instellingen van openbaar nut.

De wet van 16 maart 1954 bevat geen enkele machtiging aan de Koning wat betreft het interne controlesysteem van de instellingen van openbaar nut. Van de bepalingen waarnaar in de aanhef wordt verwezen bepaalt alleen artikel 6 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der gebouwen, uitdrukkelijk het volgende :

"De Regie organiseert een interne controle en een interne audit. De organisatie en de structuur hiervan worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad."

Aangezien de Koning evenwel, bij artikel 2, tweede lid, van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, artikel 63 van de programmawet van 19 juli 2001 (voor het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers) ⁽³⁾, artikel 30 van de wet van 12 januari

⁽²⁾ Zie inzonderheid : arrest van het Arbitragehof, nr. 99/2004 van 2 juni 2004, overweging B.6.2.; J. Velaers, De Grondwet en de Raad van State, afdeling wetgeving, Maklu, Antwerpen, 1999, blz. 369; F. Delperée, Le droit constitutionnel de la Belgique, Bruylant, Brussel, 2000, § 898.

⁽³⁾ De stellers van het ontwerp worden er evenwel op gewezen dat dit artikel 63 wordt opgeheven bij artikel 70 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen en dit, overeenkomstig artikel 74 van dezelfde wet op een door de Koning te bepalen datum. Op diezelfde datum zal de rechtsgrond van het ontworpen besluit, wat het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers betreft, worden opgeleverd door artikel 55, tweede lid, van de voormelde wet van 17 januari 2007.

2006 houdende oprichting van de "Pensioendienst voor de Overheidssector" en artikel 22 van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, gemachtigd is om bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de organisatie en de werkwijze te regelen van verschillende instellingen van openbaar nut, kunnen deze artikelen niettemin ook als rechtsgrond dienen voor het ontworpen besluit.

Wat het Federaal Planbureau betreft levert artikel 124 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het tweede lid van de aanhef moet vervallen daar artikel 248 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap geen rechtsgrond kan opleveren voor het ontwerp.

2. Voorts worden overeenkomstig de gewone regels van de wetgevingstechniek⁽⁴⁾, overwegingen overbodig wanneer het besluit voorafgegaan wordt door een verslag aan de Koning dat bestemd is voor publicatie.

Hoe dan ook worden de stellers van het ontwerp erop gewezen dat in de tweede overweging uitdrukkelijk wordt verwezen naar de federale politie, terwijl daarvan geen sprake is in het verslag aan de Koning, noch in artikel 1 van het ontwerp.

In dat verband heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar voormelde advies 42.545/4 opgemerkt dat, aangezien de stellers van het ontwerp geen relevante rechtsgrond kunnen aanvoeren⁽⁵⁾, het ontwerpbesluit niet van toepassing kan worden verklaard op de federale politie.

⁽⁴⁾ Zie circulaire wetgevingstechniek - aanbevelingen en formules, november 2001, inz. blz. 32 (www.raadvst-consetat.be).

⁽⁵⁾ In hetzelfde advies heeft de afdeling wetgeving opgemerkt dat artikel 142 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, niet de vereiste rechtsgrond kan opleveren.

Dispositief

Artikel 2

Artikel 2, § 2, bepaalt :

"Wanneer een dienst ressorteert onder verschillende Ministers, of onder een of meer Ministers en onder een of meer Staatssecretarissen, dienen de bepalingen die de betrokken Minister betreffen, zoals bepaald in paragraaf 1, 4/, zodanig te worden gelezen dat ze rekening houden met dit meervoud."

Aangezien het gaat om de verwijzing naar de minister(s), dient in de bepaling van het ontwerp zonder twijfel "in paragraaf 1, 6/" en niet "in paragraaf 1, 4/" te worden gelezen.

In het verslag aan de Koning staat het volgende :

"Paragraaf 2 neemt akte van het feit dat er geen strikte overeenstemming bestaat tussen "een minister" en een FOD (of Pensioensdienst voor de Overheidssector POD). Daarom verduidelijkt deze paragraaf hoe dit besluit moet worden toegepast als er verschillende ministers en/of staatssecretarissen bevoegd zijn voor een zelfde dienst."

Uit deze preciseringen kan niet worden opgemaakt wat de juiste strekking is van de ontworpen bepaling en evenmin hoe ze concreet zal worden toegepast.

De bepaling zou moeten worden herzien om de bedoeling van de steller van het ontwerp beter weer te geven; op zijn minst moet het verslag aan de Koning op dat punt worden aangevuld.

Artikel 4

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

Artikel 17

Artikel 17 van het ontwerp wijzigt artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 6 december 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in het federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen om rekening te houden met het thans voorliggende ontwerp.

De wijzigingstekst verwijst naar het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in bepaalde instellingen van openbaar nut.

Het voormelde koninklijk besluit van 16 november 2006 vermeldt, overeenkomstig artikel 1 ervan, alleen de drie volgende instellingen van openbaar nut :

- 1/ het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers;
- 2/ de Regie der Gebouwen;
- 3/ het Federaal Planbureau.

De afdeling wetgeving vraagt zich af of de bepalingen die van toepassing zijn op de overige instellingen van openbaar nut waarvan sprake is in het ontwerp, te weten de Pensioensdienst voor de Overheidssector en het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, niet in dezelfde zin moeten worden aangepast.

2. Het ontworpen onderdeel 4/ van artikel 2, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 6 december 2001 verwijst voor de staffunctie - 1, "namelijk de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten" uitdrukkelijk naar de "modaliteiten voor de aanwijzing en de uitoefening van de functies" vastgesteld bij het voormelde koninklijk besluit van 16 november 2006.

De afdeling wetgeving vraagt zich af hoe deze verwijzing zich kan verdragen met verscheidene bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 6 december 2001, inzonderheid met de artikelen 5, § 2, en 8, tweede lid, die bij het ontwerpbesluit niet worden gewijzigd en die de "staffunctie - 1 verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten" niet vermelden.

Dezelfde vraag rijst voor de Pensioensdienst voor de Overheidssector en het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, waarvan hierboven sprake is geweest.

Het verslag aan de Koning moet op zijn minst worden aangevuld om rekening te houden met de voorgaande opmerkingen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE